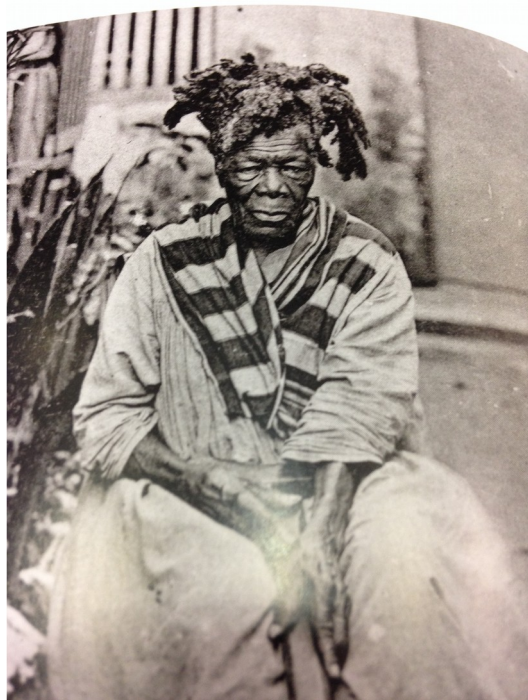


ANTENOR #1

Revue éphémère d'analyses décoloniales / avril 2020



Vrai nom

Je nommerai désert ce château que tu fus,
Nuit cette voix, absence ton visage,
Et quand tu tomberas dans la terre stérile
Je nommerai néant l'éclair qui t'a porté.
Mourir est un pays que tu aimais. Je viens
Mais éternellement par tes sombres chemins.
Je détruis ton désir, ta forme, ta mémoire,
Je suis ton ennemi qui n'aura de pitié.
Je te nommerai guerre et je prendrai
Sur toi les libertés de la guerre et j'aurai
Dans mes mains ton visage obscur et traversé,
Dans mon cœur ce pays qu'illumine l'orage.

Yves Bonnefoy

PETITE SÉMIOLOGIE DU CONFINEMENT

*Nous nous tenons là, étreints dans la croisée,
ils nous regardent depuis la rue :
il est temps que l'on sache !
Il est temps que la pierre veuille fleurir,
qu'un cœur palpite pour l'inquiétude.
Il est temps qu'il soit temps.
Il est temps.*

Paul Celan, *Corona*

Les signes / Le sens

En tant que chercheur j'interroge les relations entre société et culture. Dans le cas présent ma pratique est privée de la profondeur historique que j'affectionne. Mais si l'analyse du sens profond est différée, nous reste – avec un certain intérêt – le rapport *journalier* des signes. Ainsi, le *journal* propose aux considérations ultérieures une balise datée et située, et l'atmosphère du moment...

Font *signes* les éléments forts, éléments-phares, de la phraséologie médiatico-étatique de l'« urgence sanitaire ». Rarement *déconfinés* (c'est-à-dire décontextualisés), ces signes semblent s'aligner en configurations d'un sens des choses que le discours dominant présente comme impératif. Le Vrai. Je conteste toute lecture sous la dictée. J'affirme le vivant. Le mandat de ces gens ne leur donne aucun droit sur mes Droits. Je n'annoncerai pas les infos du JT. Je ne crois pas au vaccin (Raoult non plus). Je crois que ces éléments bruts du discours officiel, ces *signes*, dessinent une transition masquée. Qu'ils en disent autant, polysémie *naturelle*, que ce qu'ils cachent.

*Et les spectateurs d'applaudir, puis de retourner à
leurs comédies quotidiennes, satisfaits d'avoir vu
incarnée un instant, resplendissant dans sa
rareté, la morale toujours sauve qui les soutient.*

Erving Goffman, *Les rites d'interaction*

Ereignis / l'Événement / l'Avenance

L'être, déchanté Heidegger, nous reste silencieux et obscur. Ce que nous sommes réellement nous échappe sans recours quelque soient nos tentatives, notre quête étant forclosée dans la geôle de la langue et mise en scène par un monde d'objets qui ne renvoie qu'à nos appétits. Cependant, le maître défroqué de la Forêt Noire concède un cas-limite, une expérience exceptionnelle qui rapproche dans l'indicible la conscience de l'être. Ce surgissement foudroyant, Heidegger le situe au plus fort de la crise d'angoisse, angoisse précisément caractérisée par la suspension du sens et de la parole. Au plus

fort de l'angoisse, il n'y a plus rien qui intégrerait et viendrait *comprendre* la conscience comme un enveloppement. Rien qu'un vide béant, un néant hurlant mais qui n'est pas rien. Ce moment où toute discursivité est dissoute dans le chaos, ce moment en suspension, dénaturé, où l'être, le *pourquoi*, est dé-voilé sans pouvoir être nommé, le philosophe le nomme *Ereignis*, expression qu'on a traduit contradictoirement par l'*Avenance* ou par l'*Événement*. Une des interprétations de l'auteur précise : « *l'Er-eignen* est ce qui venant à paraître, se dissimulant par là même, devient lui-même. »

De l'événement que nous vivons « urgence sanitaire », je ressens la mise en suspension des corps. Nos corps libérés des injonctions de la croissance, pour aussitôt être pris en charge par les injonctions provisoires d'une mutation civilisationnelle qu'on nous *covid* (sic) à entériner depuis l'espace privatif de notre relégation politique. Nos corps sont suspendus à une sortie impossible de la crise, puisque dorénavant le virus sera toujours-déjà présent dans notre environnement. *Ad vitam æternam* (« *On* » nous promet « *le* » vaccin pour dans dix-huit mois ou deux ans. *Au mieux ! car, comme la grippe, ce virus est un mutant...*)

Le vaccin promis figure ce *pharmakon* grec que décrit Jacques Derrida, terme ambigu qui dérive dans la *coincidentia oppositorum* (coïncidence des opposés) et la force *bio* logique de l'éternel retour. Le vivant ne se régénère qu'à travers sa confrontation cyclique à l'altérité surgissante de l'événement. Cette altérité radicale, ce (re)nouveau introuvable du monde, ils nous adviennent sous la double apparence du Bouc-émissaire et de la Panacée. Ces deux faces du *pharmakon* s'opposent et se redoublent à la fois. Le Bouc-émissaire est d'abord exhibé et choyé (le Roi Vaval africain ou le roi magicien de Frazer) puis il est sacrifié à l'Ouroboros du temps. Fin de règne, de récoltes, renouveau du Temps et de son énergie. De même, la drogue médicinale, toute plante, est à la fois un remède ou un poison. Liant les deux champs sémantiques, on peut dire que le bouc-émissaire est le remède ambigu des maux de la société. D'abord comme *paria* potentiel (étranger, noir, juif, hérétique, femme, handicapé ou enfant), il est victime de l'unanimité violente de la société puis, une fois son sang répandu sur tous, il est « récupéré » comme saint patron ayant *donné* sa vie (en remède) pour la communauté en crise (René Girard). Tout processus de (re)fondation sociale conjoint ces deux champs de la logique sacrificielle : l'expulsion violente du responsable présumé de l'épidémie hors de la communauté et l'exorcisme thérapeutique autour du corps social malade.

Le temps du *pharmakon* est un non-temps social (Saturnales ou Jours Gras). Parenthèse anomique, c'est une mise en suspension déclenchée par la « peste », l'en-Temps d'une *gestation* qui précède le déclenchement généalogique de la mémoire historique. Temps hors du temps où la geste épique et le geste d'urbanité se dissolvent dans l'hubris d'un chaos antéculturel (*Les Bacchantes*), dans la matrice primitive incréée qui accouchera du nouveau langage, d'un nouveau cycle du vivant.

Nous sommes possiblement en train de vivre ce temps matriciel, dans l'attente d'un *pharmakon*.

Cette suspension exceptionnelle du mécanisme social de masse confronte sans échappatoire l'imprédictible tragique du monde (que Glissant et Morin invitent à considérer joyeusement) au besoin vital pour le capitalisme d'une capacité d'anticipation, d'une lisibilité spéculative des choses. Potentiellement, les jeux sont ouverts et toutes les options se valent. D'une part, l'opinion siracide de Kwélèt, dit l'Ecclésiaste : « Vanité des vanités... Rien de nouveau sous le soleil... » Quelque soient les circonstances, l'humain reste enfermé dans ce qu'il est, avec ses qualités et ses défauts éternels. Et puis, de l'autre, l'immense espérance messianique (Walter Benjamin, Ernst Bloch, Aimé Césaire) d'un basculement du monde où « les derniers seront enfin les premiers ». Entre les deux, la gamme mystique mi-raison des militances pragmatiques.

Je ressens fortement chez mes camarades activistes et syndicalistes un sentiment d'espoir, énoncé en termes de « *Ils ne pourront pas repartir sans nous. Ils devront bien négocier !!!* », sentiment gonflé de détermination par la nouvelle légitimité des luttes menées ces dernières années pour sauver l'hôpital public et la protection sociale. Mais au fond, je crains qu' *Ils* ne fassent tout pour qu'il n'y ait pas vraiment de « jour de la rentrée ». Et peut-être ne s'agit-il pas tant de « rentrer » que d'entrer ?

Très clairement, dans notre conjoncture, Gramsci convie l'intellectuel organique de la révolution à préparer une guerre de mouvement, après avoir tenu les tranchées durant des décennies. Et, dans l'urgence, de se faire lanceurs d'alerte malgré les foudres jupitériennes ou la colère de Confucius. Honneur au Dr Li Wenliang, pionnier de la lutte contre l'épidémie, diffamé et persécuté comme anti-patriote, mort non pas au front mais le front haut, le 5 février 2020. Honneur au Pr Raoult qui, face à la technocratie vaccinale et à l'ordre mandarin, a incarné l'héritage d'un certain humanisme. Honneurs à ces corps professionnels subalternes, que le mépris accumulé durant toutes ces années rend encore plus sublimes. Ils nous disent que l'arrêt n'est pas la mort. Et que nous voulons vivre.

Covid-19 / SARS-CoV2

La nomination internationale de la pandémie marque le renversement d'un rapport de force mondial. L'échec des États-Unis à imposer, notamment à l'Europe, le terme « *virus chinois* » pour désigner la catastrophe (à l'instar de l'infamante « grippe espagnole »), signe leur perte du leadership planétaire. Dans le bras de fer pour le pouvoir de nommer le monde, les « alliés » européens des USA avaient plus à perdre à s'aliéner les bonnes grâces de M. Xi que de se soumettre à la grossière propagande de Donald Trump. Inversion des pôles et des rôles.

Covid-19 désigne la pandémie. Le virus qui en est responsable est le SARS-CoV2 (Syndrome Aigu Respiratoire Sévère). Ce qui rend dangereux cette variété de coronavirus n'est pas tant sa dimension létale (bien moindre que celle d'Ebola mais 3 à 5 fois plus mortelle qu'une grippe) que sa contagiosité exceptionnelle. Le virus se répand d'autant plus vite et d'autant plus loin que ses porteurs peuvent rester longtemps indétectables. SARS-CoV2 est relativement fragile (du savon de Marseille suffit pour l'éliminer) et se révèle surtout dangereux pour certains profils cliniques dont il affaiblit considérablement les capacités respiratoires (individus en surpoids, faiblesses immunitaires).

Le virus apparaît probablement en septembre 2020 à Wuhan. Les lanceurs d'alerte chinois situent en novembre l'accélération de l'arrivée des cas aux urgences. Les autorités déclarent le premier cas à la mi-décembre. La chronologie officielle des autorités chinoises pose problème car elle est fautive. Dans quelle mesure et dans quel but ?

Épidémie / Pandémie

C'est sans doute la première fois que l'articulation logique (médicale) épidémie/pandémie s'est ancrée dans le champ de la culture générale (non spécialisée). C'est, depuis les deux guerres mondiales, la première catastrophe humaine à scénario mondialisé. Et donc, nous avons dû marquer l'écart et la distance entre le terrain local, les fameux « *clusters* » ou foyers épidémiques, et le niveau suivant de réalité pertinente des choses lorsque le virus a débordé. Ce niveau de pertinence du réel n'était plus l'échelon national mais le niveau mondial. Sitôt que vous échouez à contenir localement la propagation du virus (épidémie), le problème devient mondial (pandémie) et affecte par capillarité les populations les plus éloignées. Quid de la protection de la nation et de l'État-nation ?

Le réflexe de fermeture des frontières qui a prévalu en Europe (même Macron dû s'y résoudre), est le chant du cygne d'un monde où la nation westphalienne s'est construite sur l'appropriation étatique des corps (blancs). C'est pourquoi, en Europe, la santé est restée prérogative éminemment nationale. En dépit de ce rôle stratégique, la santé publique fut soumise aux politiques structurelles libérales de profitabilité qui entendaient soumettre l'économie sociale aux lois du marché. Désormais la politique de santé dépend de partenaires économiques puissants, engageant d'énormes moyens stratégiques de l'État dans des alliances planétaires, dessinant un univers impitoyable. En France, ces principaux acteurs ont pour nom : Institut Pasteur, Fondation Mérieux, Inserm, Sanofi.

Pour l'essentiel ils sont unis, en partenariat avec les Chinois, autour de l'« Objectif vaccin », un enjeu géopolitique de biopouvoir qui rapportera des dizaines de milliards...

Le paradoxe inexplicé de la trajectoire du virus reste qu'en Chine proprement dite, la dimension pandémique fut évitée. Et que, semble-t-il, ni les hôpitaux de Beijing, ni ceux de Shanghai ou de Shenzhen ne furent débordés par des vagues de malades infectés au Covid-19. Ou bien n'est-ce là qu'effet de propagande et retouches vidéos masquant une réalité plus sombre ?

Tout se passe comme si l'Empire du Milieu, centre productif de la mondialisation et foyer de diffusion de la pandémie, constituait une bulle protégée au coeur de cette mondialisation. Manifestant ainsi que M. Xi et le PCC détenaient désormais, de facto, la maîtrise du savoir/pouvoir mondialisé.

Ultime considération : le virus fait désormais partie de notre environnement. Sauf à imaginer le déversement de millier de tonnes de DDT pour un résultat hypothétique (on a déjà essayé pour éliminer le moustique), il nous appartient d'inventer proactivement une manière de vivre avec lui.

Masque (s)

Une tragi-comédie s'est jouée en France autour de cet objet qui focalise un haut niveau de saturation symbolique. Pour comprendre le ressort de cet inénarrable imbroglio, il faut à la fois faire appel à la sociologie d'Erving Goffman et remonter aux débats parlementaires ayant mené au vote de la loi du 11 octobre 2010, qui précise dans son article 1er : "*Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage.*" Cette infraction pouvant être punie d'une amende allant jusqu'à 150 euros.

Il y a, à l'évidence, un rapport particulier de la société française au *masque*, rapport lié à la pratique islamique de se « voiler la face », comportement social autour duquel s'est focalisée la confrontation politique entre héritages coloniaux et pratiques décoloniales. Cependant, si l'on en croit Goffman, la phobie qui mène à la nécessité d'aborder l'espace public à visage découvert peut-être référée à un niveau d'analyse sociale moins historique, plus « universel », en tout cas du point de vue de la culture occidentale.

La sociologie de Goffman présente *la face* (qui n'est pas le visage) comme une image de soi mobilisée dans l'interaction sociale. Le rituel des relations sociales se joue autour de l'interdit de *perdre la face*, de l'obligation de faire *bonne figure*. La *figuration*, art théâtral, est la pratique sociale dans sa dimension rituelle. Elle projette *la face* dans l'arène des conversations du quotidien, 1) comme image de soi engagée dans l'échange, 2) centre d'un territoire associé etel un prolongement scénique (la *bulle*). Cette *face* exhibée au risque de l'Autre, est à la fois le *pass* social le plus précieux de l'individu et son carcan le plus pesant. « *Par les attributs qui lui sont accordés et la face qu'ils lui font porter, tout homme devient son propre geôlier.* » (E. Goffman, *Les rites de l'interaction*)

Soulignant que la racine latine de « personne » renvoie au masque, il écrit :

Ce n'est probablement pas par un pur hasard historique que le mot personne, dans son sens premier, signifie un masque. C'est plutôt la reconnaissance du fait que tout le monde, toujours et partout, joue un rôle, plus ou moins consciemment. (...) C'est dans ces rôles que nous nous connaissons les uns les autres, et que nous connaissons nous-mêmes. (*ibid*)

Porter un masque, c'est jouer à un jeu de société. Se « voiler le face », c'est rompre la convention sociale dominante. C'est le propre des *bad boys* de Mada, des *blacks blocs* et des *lascars* révoltés des banlieues. Dévoiler la femme arabe, précise Fanon, a fait l'objet d'une « bataille grandiose », mobilisant « la société coloniale (qui) prise dans son ensemble, avec ses valeurs, ses lignes de force et sa philosophie, réagit de façon assez homogène en face du voile » (in « L'Algérie se dévoile », 1959). Cette unanimisme colonial des années 1960 était encore perceptible en France lors du vote de la loi de 2010, entièrement motivée par la question du voile islamique. Le rapport de la commission des lois du Sénat lors de l'examen du projet, réfère directement l'interdiction de porter le voile à « une notion élargie de l'ordre public immatériel. » Le Conseil d'État définit cette notion d'*ordre public immatériel* comme le « socle minimal d'exigences réciproques et de garanties essentielles de la vie en société, qui (...) sont à ce point fondamentales qu'elles conditionnent l'exercice d'autres libertés. »

Le visage mis à nu est, dans la loi française, la garantie corporelle minimale d'un ordre public immatériel (sic) mais fondamental.

On comprend que la société française parte de loin dans l'adoption préventive du masque. Ce dernier est largement associé dans l'imaginaire occidental à la foule asiatique, fourmilière laborieuse affairée à l'atelier du monde dans des conditions immondes symbolisées par une atmosphère totalement empuantie et polluée. Cette image négative de populations ouvrières exploitées et disciplinées (exploitées *car* disciplinées) sert de repoussoir et de démarcation permettant que qualifier positivement les démocraties occidentales. Le retournement des comportements et la valeur nouvelle prise par l'objet *masque* expriment une forme de réévaluation qui ne peut ignorer que les États autoritaires asiatiques (Chine, Vietnam, Singapour, Taiwan) ont mieux pris en compte l'intérêt de leurs populations que ceux des nations dites « libres ».

Le masque du Pouvoir mondial est désormais porté par M. Xi.

Car tous les masques n'ont pas même rôle. Beaucoup ignorent, par ex., que le simple « masque chirurgical » ne protège pas des contaminations extérieures. Les masques FFP2, innovation française, sont désormais délocalisés en Chine. N'essayez pas de vous en procurer à titre personnel : ils seront réquisitionnés par l'État qui hier n'en voulait plus...

Les incohérences gouvernementales françaises autour des stocks de masques disponibles tiennent probablement à une économie de quinze millions d'euros faite sous la présidence Hollande, au moment où des dizaines de milliards étaient offertes aux puissances d'argent sous forme de CICE. Un stock de 800 millions de masques, constitués en 2011-2012, aurait alors été supprimé. Épisode mineur et collatéral d'un sous-développement social de la France, engagé sous injonction allemande et européenne à soumettre l'État-providence issu du pacte entre gaullistes et communistes (1945) à l'intenable couperet budgétaire des 3 %.

En l'absence de tests et de masques pour équiper ses équipes d'intervention et la population, l'État français ne dispose plus que de capacités limitées de prévention en matière de risque sanitaire majeur.

Dans l'impossibilité de contenir l'épidémie, comme en Chine ou dans les économies fortes de l'Europe du Nord, la société française est condamnée au confinement, c'est-à-dire à la stratégie du pauvre.

Distanciation sociale / gestes barrières

La catastrophe vient sauver l'oïkos colonial

Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale*

L'anthropologue Edward T. Hall, un des maîtres de l'école de Palo Alto, a été un des premiers à théoriser la distance physique des corps dans l'interaction comme une fonction « silencieuse » du langage. Dans son essai *La dimension cachée* (1966), il propose le concept de *proxémie* pour traiter de ce champ de la communication sociale centré sur la conception que nous nous faisons de l'espace organisé du corps parlant. Deux éléments structurent cette approche : 1) notre construction permanente d'un territoire « corporel » plus ou moins ample, s'accrochant à nous telle une « bulle » ; 2) une série codifiée de distances appropriées à nos différents types d'interaction. Ces distances sociales sont principalement au nombre de quatre :

- *Distance intime* [entre 15 et 40cm] zone confidentielle d'accès privé
- *Distance personnelle* [proche : entre 45 et 75cm / lointain : entre 75 et 125cm] zone de la *bulle*
- *Distance sociale* [proche: 1,25m-2,10m/loin: 2,10m-3,60] interactions amicales ou entre collègues
- *Distance publique* [proche : 3,60m-7,50m / lointain : +7,50m] prise de parole en public ou en groupe

Bien évidemment ces mesures sont relatives à la société étasunienne qui sert de référence à l'auteur. L'apport majeur de Hall est d'avoir démontré la construction culturelle de ces distances ainsi que leur fonction communicationnelle. Les distances sociales parlent, et elles parlent la langue de leur pays.

L'injonction sanitaire d'observer une « distanciation sociale » de 1m dans les interactions, dans le cadre d'une prévention individuelle en termes de « geste barrière », pose plusieurs questions : un décret institutionnel peut-il produire des effets dans un champ de pratiques défini culturellement ? Quelle est son efficacité « technique » réelle ? La distance prônée a-t-elle été « calculée » (la distance impose un écart minimal de 1m, moindre que la tolérance usuelle. Elle semble poser que la relation sociale usuelle serait l'effusion permanente) ? S'appuie-t-elle sur le dispositif culturel préexistant ou vient-elle le perturber ? S'agit-il simplement d'éviter de s'amalgamer en foules (de manifestants) ? Comment cette consigne conforte-t-elle (ou pas) les stigmatisations liées aux différentes formes d'exclusion sociale ? La proxémie ne suffit-elle pas à garantir une vigilance culturelle à organiser les distances prophylactiques ? J'observe bien la distance, mais qui la fera respecter par les autres ?

En réalité le problème réside moins dans les habitus familiers que dans la gestion des flux urbains. La ville moderne est nourrie par la foule. Mais la foule est désormais frondeuse et contagieuse.

Dans une société coloniale autrefois esclavagiste, les distances sociales renforcent la stigmatisation des corps racisés ou socialement subalternes. Les codes implicites charrient des relents d'apartheid et d'énormes ressources sociales et symboliques sont consacrées à s'assurer que seuls « ceux qui se ressemblent » puissent s'assembler entre pairs. Fanon décrit excellemment la dichotomie de la ville coloniale, produit de la séparation politique, raciale et sociale des corps (*Les damnés de la terre*, 1961). En Martinique, où la mobilité sociale reste largement tributaire des héritages généalogiques, la reproduction des comportements d'évitement et de mise à distance sociale conduit au confinement résidentiel des élites dans quelques poches de prospérité sécurisée. Le comportement qualifié de

konparézon illustre la prégnance des réticences, prétendument statutaires, à déchoir en « prenant mains » (*pran men*) avec gens de moindre réputation (pour les hommes) ou de moindre respectabilité (pour les femmes). Le confinement social est aux Antilles, plus qu'ailleurs par surjeu mimétique, la règle des élites, souvent plus proches de l'actualité métropolitaine que du quotidien de leurs compatriotes. La colonialité a produit toutes les gammes de l'apartheid.

D'autant que cette notion de confinement, qui renvoie nécessairement à un imaginaire du foyer et de l'aménagement intérieur de la vie intime, est historiquement compliqué à concevoir dans le cadre social et fonctionnel hérité de notre usage de la case créole traditionnelle.

Le type le plus courant de l'habitat populaire martiniquais traditionnel, la case en bois, était typiquement constitué, jusqu'à très récemment, d'un espace de 3m sur 3m séparé en deux (le plus souvent par un drap) entre *l'office* et la chambre, entièrement occupée par la *kabann* (litterie) et l'armoire. La cuisine et « les toilettes » étaient à l'extérieur. Chaque conjoncture de prospérité adjoignait une « chambre » à ce noyau. Cette disposition excluait toute animation intérieure durant la journée, l'espace de vie étant organisé à l'extérieur. A tel point que toute activité diurne à l'intérieur de la case était immédiatement suspecte et suscitait une présomption de vol (de nourriture) ou d'activité sexuelle illicite. Le repli domestique dans l'espace intérieur est relativement récent à la Martinique au niveau des classes populaires, il date du développement de l'habitat social à partir du milieu des années 1960. Les contingences climatiques et les ressources de l'économie informelle de subsistance contribuent à faire persister l'espace extérieur comme cadre élargi de l'économie domestique. Désormais *la rue* a remplacé les *lakou* et leurs ombres à palabre. L'espace intérieur, autour du salon, est resté marqué par l'idéal de « *la vie de château* » (ainsi que le démontre les travaux de William Rolle sur les intérieurs de Volga-Plage), sacralité figée qui « stérilise » un espace uniquement voué à une représentation votive sous naphtaline et qui n'a pas l'ergonomie d'une fonction d'échanges intimes. L'espace familial de la conversation est encore largement positionné (quand cela est possible) sur la véranda extérieure.

Dans les quartiers populaires, la vie sociale se confond avec *la rue*, notamment pour les jeunes qui ont développé (outre une économie de survie) une poétique urbaine rebelle aux injonctions normatives de la société assimilée. J'observe que dans mon quartier des Terres-Sainville, à Fort-de-France, où s'étalent trafics et prostitution, l'obligation du confinement est vécu comme la énième règle d'un jeu du chat et de la souris, où le chat de l'ordre dominant est condamné par la masse grouillante des souris, prêtes à risquer le *lavi* (la liberté) d'une ou deux sacrifiées pour que le groupe survive en exprimant le plain-chant de la culture populaire nègre : *La faim, la ruse, la colère* (Ina Césaire).

Enfin, comment ignorer, mais il y faudrait un volume entier, que le confinement est un geste barrière contre la chair et le lyannaj de notre réalité politique, désormais soumise aux comités scientifiques et à la bonne parole jupitérienne. Le politique est la *polis*, la cité. Sans l'agora et le forum, sans la place et le marché, sans possibilité de se rassembler il n'y a pas de lien politique. La visioconférence peut être utile à la politique, le lien politique exige le partage du sang, le baiser fraternel ou le *tjèk dread*.

Attestation

L'imposition d'un permis de circuler est attentatoire aux libertés. Mais ici le plus important réside dans son mode d'administration. A ce titre, le dispositif mis en place par le gouvernement français dans le cadre de l'urgence sanitaire joue le rôle fondamental d'un accord de cogestion de la crise entre l'organisation étatique sécuritaire et chaque citoyen-ne considéré-e dans la singularité de son confinement. C'est un magnifique exemple – quoique limite trop voyant – de cet incorporation diffuse

du biopouvoir caractérisant le passage contemporain des sociétés disciplinaires (19ème et 20ème siècles) aux « société de contrôles » (M. Foucault, G. Deleuze). Les anciens lieux et dispositifs de dressage et de relégation se dématérialisent et s'incorporent pour nous suivre à vie. La prison se privatise en bracelet électronique, l'université en « mooc » (et la formation en droit permanent), l'entreprise en télétravail et l'hôpital public, tel que nous l'avons connu, bientôt supplanté par les « onze vaccins »...

En faisant des citoyens les coproducteurs du dispositif administratif organisant la restriction de circulation, le but du gouvernement est de rendre chacun complice de son propre enfermement, en octroyant une marge symbolique d' « autonomie » (et d'adhésion à sa politique) aux usagers de l'espace public. Il se dédouane ainsi de l'inévitable accusation d'autoritarisme, exhibe le masque du respect de la responsabilité de chacun. Mais sous couvert d'ordre bienveillant et de responsabilité partagée, se mettent en place une politique de revanche sécuritaire sur les quartiers populaires (d'où émanent les seuls échos de violence policière confinée) et un système de racket public, modulé à la tête du client, qui a potentiellement rapporté (8 avril) plus de 70 millions d'euros à Bercy.

En tant que produit de la technocratie sécuritaire, désormais « politiquement cogérée », l'*attestation de circulation* est la plus récente héritière de la police des corps post-esclavagiste, laquelle précisait (arrêté Gueydon, Martinique 1855) que ceux qui ne pourraient justifier de leur activité (au service d'un patron) seraient considérés comme « vagabonds ».

Le fait que vous disposiez, ou non, d'un accès internet, d'une imprimante, d'un smartphone ou de la possibilité de télécharger le format exigé mesure opportunément votre degré de citoyenneté (et non la fameuse fracture numérique). On me dit qu'il est possible de se faire une autorisation manuscrite. Pourquoi n'en avoir pas fait la norme ? En dépit des promesses répétées, certains éléments liés au téléchargement de l'attestation laissent ouverte la voie à des formes de géolocalisation, au fichage et au flicage généralisé des citoyens.

Activités essentielles

Le confinement général n'autorise, en principe, qu'une forme d'exception : celle qui participe de ce qu'on qualifie d' « activités essentielles ». En consultant le texte de la loi du 20 mars 2020, qui fixe le cadre légal du dispositif d'état d'urgence sanitaire, nulle part je n'ai trouvé la liste de ces *activités essentielles*. L'avancée régulière du chantier d'un bâtiment HLM, en face de chez-moi, questionne régulièrement mon entendement de ce qui devrait être qualifié d'« *essentiel* » durant une phase de crise globale. Ce gouvernement favorable aux puissances d'argent a-t-il réellement voulu le confinement *général* ? La sévérité croissante réservée aux citoyens récalcitrants contraste étonnamment avec la tolérance qu'on accorde par principe aux entreprises (dont on soupçonne que beaucoup cumulent les avantages du chômage partiel et du télétravail). L'illisibilité du gouvernement sur ce qu'il considère comme *essentiel* n'a pu se résoudre qu'à la fréquente révision de la liste des secteurs interdits d'activité. Tout ce qui n'est pas fermé est ouvert, telle est la règle observable

A quel niveau de responsabilité serait-il le plus pertinent de poser la question des activités essentielles ? Ou encore, quel niveau de centralisation imposer aux différents dispositifs d'urgence et quel niveau d'articulation avec les ressources et autorités locales serait le plus socialement efficace ? L'exemple italien semble déconsidérer définitivement l'option décentralisée et purement régionaliste, a priori trop soumise aux stratégies politiciennes et aux pressions clientéliste des intérêts locaux. Cependant l'option française d'une hyper-centralisation pyramidale sur le modèle de

la « nation en armes », outre l'ambiguïté permanente de sa rhétorique, place l'ensemble de la population à la merci d'un commandement incompétent.

La part essentielle de l'initiative citoyenne, privée et locale, dans la capacité de résilience de la société française oblige à (re)penser les flux décisionnels entre le niveau central étatique (perçu comme garant de l'unité solidaire globale) et l'échelle de la proximité, du quotidien, du voisinage et des urbanités de la vie courante (garante du lien social affectif). Or les écarts qui préexistaient à la crise n'ont pas été abolis par décret, notamment dans les quartiers populaires où cohabitent massivement chômeurs de la démerde et agents subalternes du système. Pour ces deux catégories, éloignées des cimes embrumées d'où phosphorent les premiers de cordée, confinement ou pas, *the show must go on !*

Peut-on traverser une crise en s'organisant de manière « humaniste » ? Cela s'appelle l'anticipation...

Le fait de poser cette problématique des « *activités essentielles* » débouchera à terme sur une véritable réflexion concernant ce qui, en période normale, devrait être considéré comme constituant un socle d'activités fondamentales pour la survie communautaire et qui, à ce titre, devrait être préservé des spéculations privées et géré collectivement, pour le profit de tous. Les « *communs* » constituent ce champ des activités patrimoniales interdites aux délocalisations et à la privatisation.

La problématique des « *activités essentielles* » appelle celle des « *communs* », vieux terme des campagnes européennes désignant l'ensemble du patrimoine villageois ou communautaire assurant les ressources primaires de la collectivité : la source, les pâturages, le moulin, les bois et rivières etc. Ce terme de « communs » a donné sa racine à la « commune », et au « communisme » que Karl Marx transformera plus tard en idéologie révolutionnaire (ces deux déclinaisons convergeant dans l'imaginaire de la *Commune de Paris*). La réflexion sur l'autonomie alimentaire et sanitaire, imposée par la crise actuelle, offre des bases pragmatiques à un retour aux valeurs collectivistes mises à mal par l'effondrement de l'empire stalinien dans les années 1990.

Les *activités essentielles* sont celles qui nous sont indispensables au quotidien, servies par mille petites mains attelées aux tâches invisibles, dans les soutes de la machine capitaliste. Ces classes subalternes, sans cesse plus précarisées par l'accumulation des richesses, gagnent aujourd'hui une visibilité qu'on voudrait entourer de reconnaissance. Et certainement, beaucoup seront médaillés... Mais qui aura noté l'importance pléthorique des hommes et femmes racisé-es au sein de cette infanterie qu'on envoie au casse-pipe sans protections ? Dans les EPAHD, dans les hôpitaux, les services de voirie, la Poste, la police, les transports, dans les prisons, aux caisses des grandes surfaces, je vois partout les *indigènes* de la République, ces « *damnés de la terre* », assurer les conditions d'une possibilité de confinement plus ou moins général. Eux-mêmes confinés à vie aux minima sociaux, au salaire minimum, souvent à moins que le smic, ces subalternes racisé-es de l'ordre libéral restent largement invisibilisés dans la relation des événements par les médias fascinés par le cinéma que projette le « haut commandement », focalisés sur la partie supérieure de la pyramide (les professeurs, les experts, les directeurs)... Je note toutefois le tweet d'une certaine « Sophie Louvard » (sic), relayé sur ma page FB, qui s'offusque et s'interroge : « Y'a que Mohamed interne aux urgences !... sérieux elle est où la France ??? »

Confinement / Déconfinement

Élément central de la phraséologie dominante : « Le confinement est la seule réponse que nous ayons contre le virus. » Cette affirmation est un raccourci prodigieux, forcément mensonger, qui

masque l'essentiel de la situation. Le confinement ne vise ni le virus ni les malades infectés ; **le confinement est un mode de régulation des urgences !!!**

La stratégie préventive ayant échoué (et pour cause) à contenir l'épidémie, le confinement vise à gagner du temps, au prix d'une permanence endémique du virus. Plus nous sommes confinés et plus le virus s'installe. Ce temps gagné pour soulager les urgences ne pourra plus déboucher sur un retour à l'avant, à la « normale ». Le confinement ouvre l'ère de la contamination permanente

A l'abri de la fameuse légende selon laquelle « La France possède le meilleur système de santé publique au monde » les tenants du libéralisme, ultras (Juppé 1^{er}, Balladur, Sarkozy, Macron) ou sociaux (Chirac, Juppé II, Hollande, Macron *en même temps*), n'ont eu de cesse de casser l'hôpital public, symbole de l'État-providence soumis à « réajustement structurel ». Cette politique d'alignement sur l'orthodoxie allemande a parfaitement réussi puisque, après avoir bénéficié du CICE sous Hollande, puis de la suppression de l'ISF avec Macron, le français Bernard Arnaud devenait en janvier 2020 l'homme le plus riche du monde (Forbes).

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'on ne pouvait pas prévoir. Gouverner c'est prévoir.

Si je n'ai pas attendu les injonctions jupitériennes pour me protéger et me mettre à l'abri, c'est que dès l'annonce du débordement de l'épidémie en pandémie (fin janvier) s'impose clairement le constat d'un pouvoir incompetent, opportuniste, *dangereux* pour la population. Avoir laissé se dérouler le Carnaval aux Antilles, fin février, était criminel. Plus encore d'avoir maintenu les élections en mars. Mme Buzyn, qui risque gros sur le plan pénal, a mouillé le pouvoir au plus haut niveau en laissant fuiter qu'elle a prévenu le Président de la gravité de la situation « début janvier » et alerté le Premier Ministre sur l'impossibilité de maintenir les élections « dès la fin janvier ». Ce que M. E. Philippe a publiquement reconnu. L'alerte mondiale lancée par l'OMS date du 30 janvier.

Dès le mois de janvier le gouvernement sait qu'il ne sera pas en mesure d'assurer la prévention simple de la contagion, c'est-à-dire de contenir l'épidémie dans la limite régionale des *clusters* (foyers de propagation) identifiés, ni même d'équiper la populations en matériel de prévention et de protection. Les phases 1 et 2 de la réponse publique au risque épidémiologique étaient des villages Potemkine à usage des médias, dérisoire ligne Maginot face au *blitzkrieg* de Covid-19.

Une fois éventée la farce d'une capacité préventive de la France, il fallut la maquiller en art martial. La déclaration de guerre du commandant en chef appelait, entre toutes ses lignes, à une retraite en bon ordre. Incapable d'avouer la déroute qui tournait Bérézina, le pouvoir cafouilla une communication en « cavalerie », le ruissellement verbal s'évaporant du fait de la complexité logistique et de la distance réelle des choses. Ainsi le Grand Vizir passe des commandes, in fine raflées par un cow-boy plus macho et friqué. S'impose alors un constat effaré: le roi est nu et le confinement n'est qu'un sauve qui peut, justifié médiatiquement par le cauchemar virtuel de médecins français choisissant les survivants entre les malades (ici défile ce long travelling sur Atlanta dévasté dans *Autant en emporte le vent*): la menace porte sur le sacro-saint principe (incorporé en chacun-e) de l'égalité républicaine, pilier de la nation française. Mais le constat reste cruel : sortie des soins quotidiens, la France – 6eme puissance économique du monde – se révèle un pays sanitaire en voie de sous-développement.

Le confinement prétend égaliser la responsabilité de l'épidémie. Ce faisant, la responsabilité glisse des imprévoyants premiers de cordée à ceux qui, *mauvais sujets* ou rebelles en puissance, « ne respectent pas le confinement. » Les quartiers de relégation, « naturellement » rétifs à l'ordre

sécuritaire, sont pointés du doigt. Des vidéos font remonter que la tolérance des forces de police, face à cette situation d'exception, montre toute la sélectivité de ses pratiques « au faciès ». Les classes populaires subissent les restrictions du confinement de plein fouet. En tant que soumis à la précarité quotidienne. En tant que masse subalterne non protégée au service du confinement de la nation (des cols blancs). En tant que cumulant les tares cliniques et pathologiques de l'exclusion. En tant que subissant sans recours la panne des « services » et la hausse des prix. Dans cette épreuve les classes populaires savent qu'elles sont seules, même si elles sont avec les autres.

Comment confiner des gens sans domicile ? Comment confiner des urbains clandestins, privés de droits et d'existence légale ? Comment confiner des camps de tentes de migrants ? Comment confiner dans l'insalubrité et la surpopulation ? Comment confiner ceux qui mendient leur pain de chaque jour. ? Comment confiner des couples en ruptures ? Des prostituées, des addicts, des malades mentaux ? Toutes ces populations, dont le réel (l'exclusion) devient tout à coup une menace pour le corps social, cumulent de lourdes menaces sur leur devenir. La réponse à une pandémie permanente passe soit par leur intégration normative, soit par leur élimination physique de l'espace public.

Le confinement est la stratégie du pauvre. L'échec d'une *res publica* où la pauvreté et le *low cost* sont devenus la norme et où la richesse s'est confinée, résidentialisée à l'abri du risque social. Le confinement individuel sécurisée est désormais une norme statutaire valorisée. Il est la marque des 1 % dominants, diffusant leur pub où brillent les néons de l'intelligence artificielle, des manipulations génétiques et autres addictions geek. Le confinement résidentiel et culturel des élites est le modèle social émergent de référence. Par définition, il n'est pas *donné* à tout le monde. Le confinement fondamentalement différencié de la population ne peut qu'exprimer le stigmate de la domination et de l'exploitation. Il partage la société entre ceux dont l'imaginaire valorise le confinement douillet et l'intérieur *cosy* et ceux qui, au bout trop court de la cordée, en subissent la terrible matérialité.

Nous avons atteint un point de non-retour. Si on considère la société d'un point de vue pré-pandémique, le confinement général est une impasse. Une voie sans issue. Envisager une fin du confinement oblige à anticiper un autre monde.

Compte tenu des capacités insuffisantes en places de réanimation, la population est devenue la seule variable d'ajustement des flux traités par les hôpitaux. La principale conséquence du confinement est de rendre permanente l'épidémie. Tout environnement social et naturel étant potentiellement contaminé, nous sommes invités à rompre nos *lyannaj*, à s'abstenir de toute proximité et à regagner notre bulle. Le confinement est une apnée sociale organisée.

Plus les Français restent « cachés », plus ils restent disponibles pour le virus. Le confinement « marche » parce qu'il fait patienter la contamination. Si l'air ou l'espace public est contaminé *ad vitam æternam*, il n'y aura jamais de déconfinement. Tout déconfinement relancera statistiquement le nombre de victimes infectées. Donc, mécaniquement, la pression au reconfinement. C'est ce que montre le modèle chinois. Cette courbe des infections fait désormais partie des *regalia*, des objets sacrés du pouvoir (sacralité profanée par D. Raoult). Le déconfinement général sera « modéré ». A terme, on concédera sélectivement, exclusivement aux soumis, un « déconfinement conditionnel », dont les restrictions impératives passeront par la vaccination obligatoire et le puçage universel (la 5G sera opérationnelle dès juillet 2020).

Il n'y aura jamais de déclaration officielle de déconfinement général. Cette « libération » verrait converger sur la technocratie libérale et ses branches sécuritaires un tel tsunami de contestation

indignée que l'ordre institutionnel n'y résisterait pas. Le pouvoir évitera autant qu'il peut cette *Grande Convergence*. Il usera de tous les ressorts discursifs de la fibre nationaliste pour diviser les classes subalternes et les consciences vigilantes. Les troupes conservatrices et libérales, bataillons supplétifs de la Grande Muette, obtempéreront, droites dans leurs bottes. Nombreux seront les fronts résistants, nombreuses les ZAD. Il faut lire et relire *L'insurrection qui vient* du Comité Invisible...

Le confinement est pain béni pour les tenants du repli nationaliste. Il vient polluer la revalorisation des circuits courts économiques et le regain d'intérêt pour les communautés locales, par l'étalement d'une hostilité grandissante des ruraux envers les urbains. Le confinement mène au renfermement. La condamnation des délocalisations, les couacs de l'UE et les blessures de l'amour-propre cocardier ravivent les thèmes de la souveraineté nationale et du contrôle des frontières. Au moment où la pandémie nous invite à « faire monde », les réponses au malheur pourraient bien nous renvoyer aux archipels confinés du repli médiéval. Le mode brutal des transactions sur le marché international des masques sanitaires laisse augurer de l'univers impitoyable que nous réservent d'ores et déjà les égoïsmes nationaux et les populismes démagogiques.

Le confinement a, dès sa conception, été nourri de dramatisation maximale afin de créer un état de choc. Une fois politiquement installés et médiatiquement entretenus, l'hygiénisme hystérique et la sidération citoyenne deviennent endémiques. Le confinement permanent « aménagé » et les *gestes barrières* deviennent la norme. Il devient impossible de revenir à l'innocence de l'avant. La tension, l'angoisse et le stress le disputent aux rumeurs et aux bouffées de délire. La santé générale se dégrade, offrant au virus des corps encore plus affaiblis. Le cercle vicieux du grand retirement tient dans cette peur et cette méconnaissance progressive qui nous ont éloignés de la nature.

Raoult, Didier

De quoi le Pr Didier Raoult, de l'IHU Méditerranée Infections de Marseille, est-il l'indice ? Sommes-nous en présence d'une classique controverse (*disputing process*), au sens de la sociologie pragmatique (Cyrille Lemieux) ? Pour cette dernière approche, « *il apparaît que reconnaître qu'un processus de dispute est toujours une épreuve, c'est-à-dire une situation dans laquelle les individus déplacent et refondent l'ordre social qui les lie, semble de loin la meilleure façon de procéder.* ». De quel ordre social Didier Raoult figure-t-il la contestation ? On pourrait y voir une énième résurgence de la séculaire résistance marseillaise au centralisme parisien, la mémoire d'une expertise galvaudée (Marseille fut, en 1720, le cadre de la dernière grande épidémie de peste en France), l'antique opposition des hérétiques à l'orthodoxie académique qui traverse l'histoire des sciences ou la singularité imprédictible d'un génie narcissique confrontée à la nécessité pragmatique des habitus disciplinaires... Et certainement toutes ces pistes jouent à un niveau ou à un autre. Mais il me semble que si le plus important est de cibler l'objet et l'enjeu de la controverse, aucun de ces motifs amplement relayés par les médias ne pose, quant au fond, la problématique d'un lien social mis en cause.

Qui est Didier Raoult ? Très certainement un homme complexe dont il serait hasardeux de risquer une analyse de caractère à vocation psycho-comportementale. Je m'en tiendrais donc au personnage public. Didier Raoult est une sommité mondiale dans le domaine de la recherche épidémiologique. Considéré comme un franc-tireur, il est à la tête d'une institution hors-norme qu'il a façonnée avec succès, suivant une perspective qui lui est propre et qu'il tente de maintenir en dépit des convoitises qu'elle suscite. Sa voix, qu'on a tenté de classer à la rubrique des « fake news » (Le Monde), est

pourtant, comme on dit, « une voix autorisée ». Et il ne manque de s'autoriser (pour survivre?) toute sorte de coups de théâtre. Car c'est bien d'un théâtre dont il s'agit. Et derrière le chœur vociférant des experts stipendiés, d'autres masques, d'autres personnages jouent, en ombres chinoises, la terrible dramaturgie d'un *Deus ex machina* qui, à l'apogée prochaine de la tragédie, nous portera triomphalement le *pharmakon*, le remède miracle à l'épidémie : c'est-à-dire *LE vaccin*, sur lequel reposent tous les espoirs de maintenir hors d'eau le Système...

J'ai sur ce *krach* mondial une hypothèse hétérodoxe dont, à titre heuristique, je tire les conséquences au maximum et qui intègre cette controverse comme un argument supplémentaire. Elle tient dans la prémisse que cette controverse n'oppose pas l'establishment à Raoult mais Raoult au vaccin. Au vaccin, c'est-à-dire à M. Yves Levy. Yves Levy est principalement connu pour être le mari d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé lorsque se déclare la pandémie, et pour avoir été le PDG de l'Inserm de 2014 à 2018. Derrière cette façade *people*, Yves Levy est, au même titre que Didier Raoult, une sommité scientifique dans le même domaine de la virologie et de l'épidémiologie. Si Raoult est familier des infections respiratoires, Levy s'est plutôt consacré au VIH. Lorsque le gouvernement de Manuel Valls le nomme à la direction de l'Inserm (2014), le site de l'institut précise :

En 2006, Yves Lévy devient directeur scientifique du programme vaccinal de l'Agence nationale de la recherche sur le Sida et les hépatites virales (ANRS). En 2011, il crée dans le cadre du programme investissement d'avenir le labex "Vaccine Research Institute". Son programme scientifique est fondé sur les avancées récentes dans les domaines de l'immunologie fondamentale, de la génomique, dans la connaissance de la biologie des systèmes et le développement d'outils innovants d'évaluation de la réponse.

La « spécialité », le dada d'Yves Levy, son Graal, c'est le vaccin. En fait, c'est un pont de la complexité scientifique et industriel lié au vaccin, un des fleurons de l'économie française. L'économie du vaccin est, avec la maîtrise de l'atome et la géopolitique de l'Empire, un pilier de l'intervention de l'État dans l'économie nationale du biopouvoir (maîtrise du Système non sur les corps individualisés mais sur l'articulation des corps au vivant). Bien avant l'application pratique des travaux de Pasteur, « l'inoculation » accompagne l'émergence de l'État moderne en France, paradigme de la santé publique nationale.

En 1804, le ministre de l'Intérieur Chaptal vient à peine de créer l'appareil préfectoral qu'il lui donne comme mission prioritaire la vaccination : « aucun objet ne réclame plus hautement votre attention ; c'est des plus chers intérêts de l'État qu'il s'agit, et du moyen assuré d'accroître la population »²

Le passage d'un gouvernement des personnes (Ancien Régime) à une gestion statistique des masses (modernité) a créé une ingénierie sanitaire qui a elle-même structuré sur une base technocratique l'hôpital, la maladie et le patient. Et produit les conditions d'une économie florissante. En France les héritiers de cette puissance nationale ont pour noms : Institut Pasteur, Institut Mérieux, Inserm, Sanofi. Autour du vaccin, ce sont des milliards d'investissements cumulés en recherches. Les avancées sont chaotiques mais les jackpots sont d'autant mieux valorisés. L'exemple de la grippe se passe de commentaire (sachant que la grippe mutante chaque année, le vaccin est sans cesse « nouveau » et son impact réel pratiquement impossible à mesurer). Avec le coronavirus, la situation de pandémie mondiale confère à ces recherches une valeur géopolitique fondamentale.

² Jean-Baptiste Fressoz, « Biopouvoir et désinhibitions modernes : la fabrication du consentement technologique au tournant des XVIIIe et XIXe siècles » in *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 2013/4-5 (n° 60-4/4 bis),

Depuis l'apparition d'Ebola en 1976 et des coronavirus en 2003, le risque pandémique d'une contamination mondiale par un virus mortel est largement exploré par la recherche scientifique. Les entreprises françaises sont, dans ce domaine, en pôle position. Lorsqu'en 2014, le laboratoire P4 (haut confinement de sécurité) de l'Institut Mérieux à Lyon identifie le génome du virus Ebola, cela ouvre la voie à une coopération internationale qui voit, l'année suivante, Yves Levy inaugurer, comme PDG de l'Inserm, le laboratoire de recherche P4 de... Wuhan.

Wuhan est à la fois le foyer de la pandémie mondiale au Covid-19 et le centre de recherche le plus avancé sur l'épidémie, centre de recherche pré-positionné où collaborent chercheurs chinois et français sur la définition d'un vaccin. Le 23 janvier la ville Wuhan est placée sous confinement total. Le 24 janvier, la maladie est déclarée en France. Comment expliquer que les autorités de ce pays ait pu se prétendre déborder ? Dès le mois de décembre Mme Buzyn sait, informée par son mari et les réseaux de coopération avec la Chine. Elle transmet l'information au Président début janvier. Le vaccin n'est pas prêt, mais si entre temps le virus s'éteint comme le précédent, Sars-CoV1, il sera alors inutile.

D'une manière générale, cette stratégie en terme de vaccin mobilise énormément de fonds en matière de recherches, les cycles d'expérimentation sont longs, pour des résultats aléatoires. En période de restriction budgétaire, il est tentant de prendre ces moyens sur l'enveloppe affectée à d'autres dispositifs, moins dispendieux ou technologiquement prestigieux, mais pragmatiques et immédiatement efficaces dans leur impact sur la population. Ringardisés comme des dispensaires, ces outils de santé publics sont progressivement mis en concurrence avec l'idée d'une prévention absolue contre la maladie, assurée par le progrès scientifique et le vaccin salvateur. L'hôpital public peut réduire significativement sa voilure puisque la prévention de masse par le vaccin fera reculer massivement la maladie. Une illustration de ce mouvement historique que les libéraux macronistes escomptaient achever au cours de ce mandat « révolutionnaire », fut la concomitance du refus d'entendre la détresse du personnel des urgences (symbole d'un hôpital public à l'encan) et le vote de la loi qui impose dorénavant aux Français, sur une des toutes premières propositions de la ministre A. Buzyn, la prise de ONZE vaccins obligatoires, sous peine d'exclusion des services publics (prélude au confinement sécuritaire ?).

Agnès Buzyn et Yves Levy, ou les bons petits soldats de la stratégie vaccin. De rares voix s'élèvent contre le fait du prince. Pourtant une question taraude : si la contamination est pandémique (mondiale), en quoi une vaccination nationale pourrait-elle faire barrage au virus ? Sauf à considérer une fermeture des frontières si hermétique qu'elle signifierait la fin du monde que nous connaissons... Ceux qui estiment liberticide l'imposition des onze vaccins sont malgré tout raillés comme « complotistes », « conspirationnistes » ou « intégristes » (avec un relent de bigoterie archaïque pré-terroriste pour ce dernier qualificatif). Et puis, exceptionnellement, une voix s'élève de l'intérieur du Temple en émettant une fausse note...

Sur le site de Marianne, en date du 26 mars 2020, on peut lire l'extrait suivant :

Voilà des années que Didier Raoult critique l'engagement de fonds colossaux dans la recherche d'un vaccin contre le Sida. "C'est un fantasme qui a coûté des milliards et qui n'arrivera pas : Yves Lévy a été scandalisé que je le dise"

Cet énoncé révèle, de mon point de vue, le coeur sensible de la controverse. Ce n'est pas l'establishment qui attaque Raoult pour lui faire payer son look de druide et sa libre parole, c'est Raoult qui attaque un lobby en train de phagocyter le financement de la santé publique au nom d'une utopie futuriste.

L'offensive de Raoult sur la chloroquine fut l'opportunité d'illustrer publiquement la confrontation de deux perspectives opposées quant à la manière de considérer la santé publique. En fait, en grossissant le trait, la controverse oppose une vision basique, pragmatique et humaniste de la mission de santé publique, à une perspective technocratique, financière et intrusive de la gestion statistique des masses. Dans l'idéal prôné par Raoult, on aurait pu contenir l'épidémie en phase 1 et 2 de la mobilisation sanitaire, à moindre frais. Dans celui anticipé par Yves Levy, le vaccin ne devient techniquement indispensable et financièrement possible que si on s'installe durablement dans l'urgence sanitaire du stade 3. Une fois le virus répandu, les eugénistes pourront toujours battre hypocritement leur coulpe, il sera présent à *jamaïs* et le vaccin s'imposera comme la seule stratégie possible pour vivre avec. La promesse de financements exceptionnels pour la recherche ne se justifiera qu'à ce titre (c'est fait !). Que l'on puisse opposer à une telle techno-structure la parade astucieuse d'une prévention locale et low-cost, réduisant considérablement le risque de débordement hospitalier, confine (sic) à un crime de lèse-majesté. C'est fragiliser de l'intérieur une entreprise spéculative majeure, dont les ressorts restent largement « secrets d'État ».

Pour Didier Raoult, la nature mutante des virus rend illusoire la stratégie vaccin. Il lui oppose le pragmatisme de la recherche de terrain, qui avance souvent en recombinaison ce qui a déjà fait ses preuves plutôt qu'à partir de la *tabula rasa* qu'exige l'exploitation escomptée de droits de propriété.

La chloroquine a fait ses preuves, sur le terrain africain notamment, depuis 1949. Les arguments portant sur ses effets secondaires, devenus subitement rédhibitoires, trahissent la duplicité de l'establishment scientifique français et mesurent très concrètement ce qui, pour *ces gens-là* (J. Brel), fait la différence entre les corps racisés. Les propos largement médiatisés sur les « cobayes africains » ne sont pas un dérapage isolé. Il faut d'urgence lire et relire Achille Mbembe. Il y a une frontière raciale dans la réalité de l'attention portée aux gens (*care*). D'un côté, pour les « autres », l'usage massif en vente libre (jusqu'à l'intervention in extremis de Mme Buzyn, en janvier 2020) d'une santé permissive et peu regardante; de l'autre, en zone privilégiée, un contrôle autoritaire organisant la rareté et la solvabilisation des équipements techniques, dans le double cadre d'une médecine hospitalière mandarinale et d'une médecine pour « riches » repliée sur ses cliniques privées, tandis que l'hôpital public des *Trente glorieuses* lutte contre le déclassement.

Les partisans du Pr Raoult risquent d'être déçus. Ses propositions thérapeutiques portent sur une phase de la pandémie qui n'est plus à l'ordre du jour que pour de rares terroirs. D'autre part, un certain nombre d'études portant sur la chloroquine « oublie » étrangement le protocole Raoult préconisant l'association avec d'autres molécules ; ou applique la molécule (volontairement ?) à des phases de la maladie considérées par Raoult comme trop tardives. Laissant l'impression tenace d'un sabotage organisé.

Parallèlement, soupçonné de conflit d'intérêt lié à la position ministérielle de son épouse, Yves Levy a été exceptionnellement promu au Conseil d'État en 2018 puis, récemment, conseiller juridique à la Présidence de la République. Négociations internationales autour du vaccin, préparation de procès à venir ou confirmation du rôle d'éminence grise joué par ce chercheur ?

La controverse entre Didier Raoult et l'establishment (qui représente Yves Levy), riche de moult rebondissements, constitue un des vecteurs du débat public sur la gestion de *la crise* par les « autorités ». Elle cible un savoir-pouvoir confondu dans la rhétorique présidentielle, articulation politico-scientifique de la légitimité/légalité nationale en cette période où la pandémie sert de masque au plus grand krach économique de l'histoire. In fine, elle est une controverse sur la crise elle-

même qui aurait pu, c'est la thèse de Raoult, être sanitaire traitée comme une grippe sévère si la France avait été moins engoncée dans ses certitudes procédurales. Épisode sanitaire local et gérable qu' « on » a foiré puis opportunément choisi de traiter comme une catastrophe sociale dont rien n'était censé présager l'à-venue...

Cyrille Lemieux insiste sur la structure « triadique » d'une controverse : le différent entre les deux protagonistes principaux est « mis en scène » face à un public. Cette mise en scène exige une égalité de traitement garantissant à chacun l'exposé libre de ses preuves. Il écrit : « *dans ce genre de conflit, tend à être investie par les participants, à des degrés divers, la clause selon laquelle les deux adversaires doivent se voir reconnaître un droit égal à faire valoir leurs arguments auprès du public et à lui montrer des preuves.* » Outre l'effet romantique de sa posture humaniste et transgressive, il semblerait que si le public penche plutôt en faveur du Pr Raoult ce soit en partie à cause du *bashing* médiatique infligé à ses positions. Le consensus aligné des médias alimentant en boucle le complotisme...

Les controverses tendent, généralement, à s'apaiser avec l'arbitrage des pairs. « *Mais, précise le sociologue, qu'en revanche, le public sollicité s'élargisse au « plus grand nombre » – autrement dit, aux profanes et aux non-spécialistes – et la controverse prendra, de facto, un tour incontrôlable, tendant à se muer en ce que nous serons plutôt tentés de voir comme une "crise institutionnelle".* »

Krach

Rien n'est Vrai, tout est vivant.
Edouard Glissant

Cette crise sanitaire masque, tel un arbre la forêt, le plus grand krach économique et financier de l'histoire des sociétés humaines.

Je revendique ici le stigmatisme du complotiste. Le complotisme dont je me réclame tire sa légitimité de la réalité dystopique mais bien réelle qu'on appelle pudiquement « raison d'État ». Lors de son allocution du 13 avril 2020, Emmanuel Macron laisse échapper cette phrase : « *J'aurais aimé pouvoir tout vous dire...* ». Cela fait un bail qu'Anne Roumanoff nous avait prévenus : « On ne nous dit pas tout ! » La sûreté de l'État repose donc sur des conciliabules qui n'existent pas et des secrets d'alcôves, cela est dans sa nature millénaire, je ne m'en émeus pas. Au contraire, j'en tiens compte au plus haut point : je suis complotiste.

L'arrêt brutal de l'économie et le confinement général de la société sont-ils à mettre au passif d'un virus agressif ? Je ne le pense pas dans ces termes. Même si le dire n'est pas faux, la vraie raison de tout cela tient dans la faille structurelle du modèle de la mondialisation, dans l'épuisement de la planète et dans la nécessité d'aller chercher un nouveau cycle de croissance à travers la 5G et la marchandisation des corps dans leur intimité. Une économie du confinement *bobo geek* que la résistance culturelle et militante rendait de plus en plus problématique. Jamais on a vu autant de peuples différents sur terre affronter, souvent radicalement, les gouvernances autoritaires qui ont solidairement enrichi les riches et appauvri les autres. Les *gilets jaunes* vont-ils céder au coup de force du 49-3 contre les retraites ? Qui se rappelle qu'on en était là ?

Au moment où éclate la crise sanitaire, cela fait des mois (voire deux ou trois ans) que pléthore d'experts reconnus prédisent l'éclatement conjugué de plusieurs bulles spéculatives. Ils anticipent tous un choc autrement plus sévère que la crise des *subprimes* de 2008. Durant le dernier trimestre 2019, la France connaît une croissance négative pour laquelle on implique la grève des transports et

le mouvement social contre la réforme des retraites. Les premières tensions sur les chaînes à flux tendus de l'économie mondialisée apparaissent dès la fin 2019. Les anticipations de croissance sont alors en berne pour l'année 2020. Macron qui, chaque matin, reçoit les prévisions au petit-déjeuner, ne pouvait ignorer ce mur face à ses propres projets. Décide-t-il de mettre le mouvement social en position d'être accusé de la crise qui menace ? En janvier, après les blocages du mois de décembre, il relance le tapis en prenant la décision de dégainer le 49-3 pour casser l'organisation autogérée des retraites.

Le 9 mars, alors que l'Italie devient – dans l'incrédulité générale – le premier pays à décréter un confinement généralisé de toute sa population, les bourses de la planète dévissent, prises de court par le bras de fer qui a opposé Russes et Saoudiens sur une réduction concertée de la production de pétrole. Le prix du baril s'écrase. En claquant la porte de ses compères de l'OPEP, Poutine plante une *chachka* (sabre cosaque) dans le dos de Trump dont le principal allié est le lobby du pétrole-gaz de schiste (qui n'est rentable qu'à partir d'un prix du baril assez élevé). Ce premier effondrement exceptionnel est suivi, le 12 mars, d'un historique remake du *jeudi noir* où les bourses essuient leurs pertes les plus faramineuses depuis le précédent d'octobre 1929. Nous y sommes ! Le krach ! Des milliards de dollars s'envolent en fumée tandis que buggent les algorithmes de la haute finance. L'Espagne est confinée à partir du 15 mars. La France décrète le confinement à partir du 17 mars à midi.

A ce stade risquons quelques questions. Au souvenir cuisant de la cynique arnaque de 2008 (quand les peuples, via leurs États, furent contraints de voler au secours des banques qui étaient en train de les prendre à la gorge, comme en Espagne), aurions-nous accepté une nouvelle fois et dans de telles proportions de sauver la mise des profiteurs sans réclamer aucune contrepartie ? Aurions-nous accepté de soutenir Macron et ses amis banquiers pour qu'ils continuent à brader au privé, c'est leur programme, les services publics de la santé, de l'éducation, de la recherche ou de l'information ?

Il est vrai que le Président français tient un tout autre discours depuis la crise. Il n'a pas encore officialisé son reniement du libéralisme technocratique mais son jeu d'acteur laisse entendre qu'un *coming out* souverainiste et étatiste est en marche... Nul n'est dupe de la *comedia del'arte*. C'est pourquoi je suis complotiste. Ce Président qui prétend qu'il m'a compris alors qu'à peine intronisé il a, *en même temps*, réduit mes APL et supprimé l'ISF de Bernard Arnaud, aujourd'hui l'homme le plus riche du monde, ce Président qui a publié *Révolution* pendant sa campagne électorale, je sais d'où il vient et quelle est son intime conviction. Sincèrement, il n'est pas le mieux placé pour incarner la société de justice à laquelle nous sommes nombreux-ses à réfléchir à la faveur de cette prise de recul historique.

Dans l'intervalle démocratique qui nous l'impose comme Président élu, qu'il n'escompte aucun chèque en blanc de ma part. Ni même de chèque tout court. Qu'il prenne ses responsabilités de magicien qui a soudainement su faire apparaître les dizaines de milliards qui étaient introuvables pour le social. L'hôpital public, les urgentistes, les EPAHD et l'ensemble des personnels soignants n'en demandaient pas tant. Le plus ironique de l'histoire est qu'il laissera son nom dans les manuels pour être le premier à introduire un revenu universel inconditionnel (qu'il conditionnera bien sûr au puçage incorporé :-o)

Trêve de politique-fiction. Le revenu universel inconditionnel va s'imposer comme l'ultime frontière de l'action publique et le filet de secours mercantiliste d'un marché national redevenu sexy (on a vu le fantôme de Keynes errer dans les jardins de l'Élysée). Trêve de plaisanterie, la survie de l'État-nation

français sera à ce prix. Car ce que nous projette inexorablement la pensée dominante c'est un nouvel ordre mondial que rejetteront les peuples. Les centaines de milliards qui sont annoncés pour placer le Système en réanimation sont décidés en notre nom et représentent des siècles d'obligations pour lesquels aucun d'entre nous n'a eu le privilège de lire les codicilles ni les avenants en petits caractères.

M. Édouard Philippe, Premier Ministre, s'est très souvent déclaré (il s'en est même publiquement moqué) être profondément marqué par la lecture de l'essai de Jared Diamond, *Effondrement* (2006). L'auteur y expose une longue recherche dans l'histoire des peuples de la planète pour comprendre le lien entre l'effondrement d'une culture et sa situation environnementale. J'ai dû me contenter de notes de lecture glanées sur le net pour me faire une idée de l'influence intellectuelle qui anime notre capitaine en second. Clairement je l'ai inscrit sur ma liste de books « *special déconfinement* ». Cependant, s'agissant de ce que E. Philippe pourrait en tirer dans cette situation « imprévisible » où il se retrouve en première ligne, une thèse essentielle du livre doit retenir notre attention.

Que retenir de cet ouvrage ? Tout d'abord, concernant ce qui permet de surmonter une épreuve (laquelle peut lier plusieurs facteurs de la grille d'étude), l'auteur distingue deux approches (chap. 8). D'un côté, l'approche « bottom up », permet à des groupes humains relativement restreints de percevoir l'importance de remédier à un problème, chaque particulier ayant directement conscience de retirer un avantage du fait de changer son type de comportement. Appliqué à de petites îles du Pacifique comme Tikopia ou l'archipel des Tonga, ceci a permis la préservation de sociétés pourtant confrontées aux mêmes menaces que les Pascuans, qui eux n'ont pas survécu, nous y reviendrons. D'un autre côté, l'approche parfaitement opposée, de type « top down », a été fructueuse pour des sociétés de taille plus importante, jouissant d'une organisation politique réellement structurée. Dans le Japon de l'ère Tokugawa (1603-1867), par exemple, le pouvoir du shogunat, lorsqu'il a pris conscience de la déforestation massive en cours, a inversé la tendance en déployant des outils juridiques à chaque étage de la hiérarchie sociale et politique du pays. Des normes précises ont été appliquées à la coupe du bois, à son transport, au type de construction des villes ; le pays s'est ouvert au commerce extérieur et a développé la pêche pour diversifier ses ressources alimentaires et alléger la pression sur les forêts... Cette approche a de surcroît permis de faire prendre conscience à chacun de la nécessité de changer de comportement, malgré le nombre élevé de personnes concernées, ceci se traduisant notamment par une auto-limitation de la population.¹

En management, les procédures dites *bottom up* sont des mécanismes ascendants, pour lesquels l'information circule du bas vers le haut ou de la périphérie vers le centre. Les *top-down* qualifient les classiques situations de pouvoir hiérarchique. La propagande soviétique du centralisme démocratique se proclamait révolutionnairement *bottom up* tandis que, et *en même temps*, l'appareil du parti pratiquait stratégiquement (bien entendu, dans l'intérêt de peuple) la dialectique à sens unique du *top-down*. La leçon n'a pas été perdue pour tout le monde :

Je crois dans l'autonomie et la souveraineté. La démocratie est le système le plus bottom up de la terre (Emmanuel Macron sur Twitter, le 29 mars 2018.)

Oyez, braves gens, Oyez : Jupiter est *bottom-up* ! Pourquoi pas ? Après tout la rivière La Capote remonte bien le Morne Balyé... Je crains que cette inversion du ruissellement n'augure en réalité un *petty apartheid* (apartheid mesquin) à venir, où les bantoustans des colonies et des banlieues feront peine à Gaza. Où un art raffiné du confinement social et une hystérie de gestes barrières produiront

1 Camille Treujou, note de lecture in Courrier de l'environnement de l'INRA n° 54, septembre 2007

ce que les angoisses nationales ont toujours produit : la guerre, les *strange fruits* d'Alabama, l'inquisition des *bonnes gens*, et le repli médiéval sur *Dungeons & Dragons* version Playstation.

Nous avons là une préfiguration de la prochaine typologie géopolitique mondiale. D'un côté les États autoritaires, asiatiques (mais pas que), qui imposent des normes draconiennes à leurs populations pléthoriques tout en s'ouvrant à l'innovation et au commerce international. De l'autre, l'archipel occidental des îlots de prospérité, où entre gens bien élevés, en petits groupes forcément « restreints », on saura se comprendre et s'entraider, entretenir les rituels « démocratiques » des premiers de cordée, isolés de ces zones grises subalternes, marécage sans foi ni loi de barbaries incultes (le cauchemar de Zemmour !) et de lèpres innommables.

Ce que j'en dis c'est que, les torchons n'allant pas avec les serviettes, le confinement c'est parfait pour l'entre-soi. La distanciation sociale, les gestes barrières... tout ça nous protège de la contamination de l'autre. Car le virus est un autre et tout autre est un danger potentiel. Qui pourra reprocher aux familles de se protéger ? D'ailleurs c'est obligatoire. Très bientôt viendra le temps de séparer le bon grain de l'ivraie. Les étrangers forcément contaminés et les gens du cru, qu'on peut croire. La séparation des bons et des méchants, de ceux qui se soumettent et de ceux qui s'insoumettent. De ceux qui se laisseront marquer du chiffre de la Bête et de ceux qui ne se laisseront pas déchiffrer. De ceux qui voudront jouir de leur confinement doré et de ceux qui tiendront les ZAD. De ceux qui auront le droit statutaire de circuler et de ceux qui franchiront de nuit les frontières barbelées.

J'en dis que les ressources de l'archipel sont aussi et surtout les nôtres. Nous les ghettos caribéens et la racaille des banlieues. Nous les migrants, les soutiers du McDo et les tuk-tuk de l'Uberland. Nous, la mondialité qui grouille dans l'ombre de l'Olympe, les peuples menacés qui n'appellent plus au secours. Nous les *followers* de Kemi Seba et d'Houria Bouteldja. Qui peut prédire la réponse des peuples aux clauses cachées du secret d'État ? Qui va payer les milliards ?

Quelle est la probabilité pour que le règlement à l'amiable d'un krach économique de cet ordre puisse être éclipsé par le surgissement d'une catastrophe planétaire d'un type inédit ?

Je suis complotiste depuis cette révélation que le Père Noël n'existe pas.

Foudres Édouard Glissant, Habitation Saint-Étienne, Gros-Morne, Martinique. Je me souviens d'une nuit fraternelle, d'un soir de veillée. Nous rendions un discret hommage au maître disparu. José, Florette et Patrick recevaient. Tonton Victor était là, *labann* Karisko, Watabwi, plein d'autres et peu à la fois. La nuit était légère et grave, comme secrètement inquiète du siècle. Je me souviens du jeune époux, Edgar, l'œil pétillant, s'interrogeant sur le destin de ce vermisseau devenu monarque. *Le chaos c'est aussi la chrysalide*, concluait-il. Qui, d'un point de vue rampant, aurait pu prédire une telle *métamorphose* ? Pourtant, insistait-il, celle-ci est inscrite dans la nature des choses. Le miracle est permanent et nous le saccageons en permanence...

Ce que je veux dire, c'est qu'en réalité rien n'est joué. Tout ça n'est que pure conjecture. Glissant le souligne, le vivant est à la fois « rupture » pour la « continuité ». Ainsi, finalement, là où Kwèlèt avait peut-être raison, c'était quand il sentençait : « Vanité des vanités... Rien de nouveau sous le soleil... »

Car ce qui demeure, c'est l'oppression, la profitation et la manipulation.

Ce qui demeure c'est la liberté, la beauté et la lutte...

*Ali Babar Kenjah, chercheur indépendant
Fort-de-France, mars-avril 2020*